

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

## L'accusé nie avoir réduit son ex-amie à l'esclavage

IAN BUSSIÈRES  
Collaboration spéciale

THETFORD MINES — Témoignant lui-même lors de son procès, le Sherbrookoise Paul-Dany Castonguay, 26 ans, a nié, hier, avoir posé des gestes de violence physique, sexuelle et psychologique envers son ex-conjointe, une jeune femme de Black Lake qu'il avait rencontrée par Internet et qui l'accuse maintenant de l'avoir réduite à l'état d'esclave sexuelle durant six mois en 1999.

Castonguay fait face à six accusations d'agressions sexuelles remontant à la période où il faisait vie commune avec la victime à Thetford Mines. Selon la police, la jeune femme devait satisfaire à toute heure du jour et de toutes les façons possibles et imaginables les pulsions sexuelles de son conjoint.

Appelé à la barre par son avocat, M<sup>re</sup> Tom Walsh, l'accusé a cependant affirmé qu'il n'avait jamais agressé la plaignante, allant même jusqu'à dire qu'en certaines occasions, c'était plutôt elle qui posait envers lui des gestes à caractère sexuel dans des situations inconvenantes.

Il a également nié tout acte de violence envers une autre de ses ex-petites amies qui avait témoigné un peu plus tôt dans le procès et dont les déclarations avaient été acceptées par le tribunal comme preuve d'actes similaires.

Finalement, Castonguay a contredit certaines affirmations de la présumée victime qui disait qu'il l'avait poussée dans l'escalier et qu'il avait coupé le fil du téléphone à une autre occasion. « Elle avait glissé dans l'escalier en sortant de la douche pour aller répondre au téléphone. Quant au fil coupé, c'est quand j'ai accidentellement trébuché dessus qu'il s'est arraché », a-t-il déclaré.

Lactuelle petite amie de l'accusée et une autre jeune femme sont également venues témoigner que Castonguay était, selon leurs dires, un être doux qui n'usait jamais de violence ou de manipulation.

### EXAGÉRATION

La preuve de la défense n'a cependant pas impressionné le procureur de la Couronne, M<sup>re</sup> Serge Sévigny, qui estime que Castonguay a exagéré. « L'accusé prend une position extrême inverse : alors qu'on le décrit comme un agresseur, il dit être un agressé ! La défense gâte complètement la sauce en en mettant trop ! », a-t-il lancé dans sa plaidoirie.

Le procureur de la Couronne prétend plutôt que Castonguay avait trouvé une jeune femme qu'il savait pouvoir dominer et qu'il a dominée jusqu'au bout. « Même le procureur de l'accusé semble avoir été impressionné par le témoignage empreint d'émotion livré par les deux jeunes femmes qui faisaient clairement état d'une relation dominant-dominé », a-t-il souligné.

Présente à l'audience hier matin et accompagnée de ses proches, la présumée victime a tremblé et sangloté tout le long des procédures. Elle a finalement quitté la salle escortée par la représentante du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels.

### PAS DE PREUVE MATÉRIELLE

En défense, M<sup>re</sup> Walsh a suggéré que, malgré le côté émotif et impressionnant des déclarations des deux témoins à charge, le juge n'avait pas devant lui un outil qui, légalement, lui permettait de conclure hors de tout doute raisonnable à la culpabilité de son client.

« La Couronne n'apporte aucune preuve matérielle et on ne peut qualifier les deux témoins à charge de désintéressés. La victime avait auparavant été rejetée par l'accusé, qui venait de rompre avec elle, alors que l'autre jeune femme, qui est aussi la mère du fils de Castonguay, a la garde de l'enfant comme intérêt particulier », a plaidé M<sup>re</sup> Walsh. Le juge Narcisse Proulx rendra son verdict le 10 septembre.

Les Pères Eudistes  
invitent les élèves de l'Externat St-Jean-Eudes  
ancien(ne)s et actuel(le)s,  
les paroissiens et paroissiennes  
de St-Coeur-de-Marie,  
St-Maria-Goretti et St-Jérôme,  
ainsi que tous ceux et celles qui ont été  
et ou sont toujours en contact  
avec les Eudistes,  
à venir célébrer avec eux le 400<sup>e</sup> anniversaire  
de naissance de leur fondateur,  
saint Jean Eudes.  
Le dimanche 19 août, 10 heures,  
célébration présidée par Mgr Maurice Couture,  
à l'église St-Jérôme  
(6359, 3<sup>e</sup> Avenue Est, Charlesbourg)  
suivie d'un vin d'honneur.

## Retour à l'école

Musique Bolduc  
du 14 au 19 août

Rabais jusqu'à  
**50%**  
sur une grande  
sélection d'instruments  
et accessoires en magasin

**20%**  
sur les  
instruments  
à vent

Exceptionnellement ouvert dimanche le 19 août de 12h à 17h.

1255, avenue Maguire, Sillery  
(418) 686-5055  
pianob@globetrotter.net

## CAUCUS DU PQ À RIMOUSKI

# La priorité va aux infrastructures

Les élus municipaux veulent régler le dossier des routes, la politique de l'eau et l'industrie maritime

CARL THÉRIAULT  
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — La question des infrastructures de développement routières et maritimes est au coeur des préoccupations des leaders du Bas-Saint-Laurent à l'occasion de la tenue à Rimouski du caucus national du Parti québécois.

Les ministres et députés se réuniront d'ailleurs dans la nouvelle ville de Rimouski qui sera créée par décret le 22 août. Six municipalités seront alors fusionnées, totalisant une population de 42 000 habitants.

C'est la deuxième fois que le caucus national du PQ se tient à Rimouski. Les ministres auront beaucoup de pain sur la planche. Louise Harel (Affaires municipales), André Boissclair (Environnement) et Linda Goupil (Condition féminine, aînées) doivent d'ailleurs se rencontrer aujourd'hui.

Les travaux du caucus national s'amorcent à huis clos demain en vue de tracer les priorités de la prochaine session parlementaire. Le caucus des jeunes prendra fin dimanche au Centre des congrès.

« Le tout se déroule sous un mode de grande accessibilité avec des rencon-

tres formelles et informelles dans un contexte détendu », a rappelé M<sup>re</sup> Solange Charest, députée de Rimouski.

Au plan du développement régional, trois dossiers principaux devraient retenir l'attention des ministres, estime le porte-parole de la table des préfets des huit MRC du Bas-Saint-Laurent, Jacques Michaud.

L'élargissement de la route 185 et le prolongement de l'autoroute 20 vers l'Est, la politique de l'eau et beaucoup d'autres attentes concernant la politique maritime du ministre Jacques Baril dévoilée la semaine prochaine.

« On attend énormément de cette politique qui touchera les ports de Cacouna et de Matane, mais pour nous, le dossier routier demeure d'une importance tout aussi capitale », dit le porte-parole municipal.

À la Chambre de commerce de Rimouski, on juge que les intentions exprimées dans le dernier budget provincial à propos du développement du secteur maritime industriel était un pas dans le bon sens, mais encore insuffisant. Quant au réseau routier, le président de la Chambre de commerce, M. Éric Bajold se fait pressant. « J'espère, dit-il, que plusieurs ministres viendront par la route 132 pour se rendre compte

de son état et de la nécessité de prolonger l'autoroute de Cacouna au Bic.

Au Ralliement populaire matapédien, la dernière rencontre avec le ministre Gilles Baril se veut une sorte de trêve et l'occasion de donner la chance au cœur. « On n'arrête pas d'analyser nos actions. Mais s'il y a des groupes qui veulent revendiquer des choses particulières, c'est une occasion rêvée pour eux », affirme le coprésident, Jean-Yves Pelletier.

Du côté de l'industrie régionale du bois de sciage qui vient d'être durement frappée par la baisse des coupes en forêt publique combinée aux droits compensatoires provisoires américains de 20%, tout le travail de sensibilisation est fait, estime Gérard Baril des Industries Richard Pelletier de Squatec et Biencourt.

Le député libéral de Kamouraska-Témiscouata, Claude Béchard, a rappelé dans un communiqué le manque de ressources financières pour des soins de santé de qualité, le taux toujours plus élevé de chômage dans la région par rapport à l'ensemble du Québec et l'impossibilité pour une ville comme Rimouski d'appliquer la nouvelle réglementation sur l'eau sans programme d'aide.

La nouvelle  
ville de  
Rimouski  
comptera  
42 000  
habitants

## Trois blessés à Saint-Joseph!



Un accident de la circulation entre deux véhicules, a fait trois blessés hier en fin d'après-midi à Saint-Joseph-de-Longue, au sud de Mont-Joli. La collision est survenue sur la route 132, à l'intersection du 4<sup>e</sup> Rang Est. Un véhicule de marque Es-

cort a été embouti par l'arrière par une Mazda MPV. La force de l'impact a nécessité l'usage des pinces de désincarcération pour dégager des victimes. Trois ambulances ont été dirigées sur les lieux. On ne craint pas pour la vie des blessés. E. W.

COLLÈGE MÉRICI

SERVICE DE  
FORMATION CONTINUE

DEC TECHNIQUES  
D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE  
OFFERT À TEMPS PARTIEL, LES SAMEDIS ET DIMANCHES

• Misez sur nos 30 ans d'expertise  
et la renommée du collège Mérici

CONFIRMEZ VOTRE PRÉSENCE:  
(418) 683-2104 poste 2127  
ou nlandry@college-merici.qc.ca

collège  
MÉRICI  
735, chemin Saint-Louis,  
Québec (Québec) G1S 1C1  
www.college-merici.qc.ca

AMMISSIBLE AUX PRÊTS ET BOURSES DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## ACCIDENT MORTEL D'UNE CYCLISTE Le coroner recommande de créer un lien piétonnier avec la réserve

STEEVE PARADIS  
Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Le coroner Arnaud Samson recommande au Conseil de bande de Betsiamites de créer un lien cyclo-piétonnier entre la réserve et le site récréo-touristique de Papinacho.

afin d'éviter des accidents comme celui qui a coûté la vie à Marie-Angèle Crépeau-Hervieux en juillet 2000.

La jeune femme de 18 ans a été happée mortellement par une camionnette alors qu'elle circulait à vélo sur la route 138 en début de soirée du 12 juillet 2000.

Marie-Angèle Crépeau-Hervieux se rendait à Papinacho, un trajet de 6,4 kilomètres que de nombreux résidents de Betsiamites font quotidiennement à vélo.

Selon le rapport du coroner, la jeune femme a été frappée en traversant la route 138 sans regarder pour rejoindre des amis. Le conducteur de la ca-

mionnette a bien tenté de l'éviter, mais la victime a essayé de s'esquiver du même côté. L'impact a été inévitable et le corps a été projeté 70 mètres plus loin.

Arnaud Samson a indiqué qu'un nombre grandissant de piétons et de cyclistes se rendent au site de Papinacho et qu'un lien spécialement conçu pour eux assurerait un accès sécuritaire entre le site récréo-touristique et la réserve montagnaise. La 138 est le seul lien asphalté qui existe actuellement entre les deux sites.

Selon le coroner, le conseil de bande pourra puiser à même son programme de développement des infrastructures et de mise en valeur de la réserve afin de défrayer les coûts de réalisation de cette piste cyclable. Il a été impossible de rejoindre les autorités du conseil de bande de Betsiamites afin de connaître leur intention concernant la recommandation du coroner Samson.

Le conseil  
de bande de  
Betsiamites  
n'a pas  
réagi

## INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Rien d'étonnant, affirment  
les groupes communautairesJULIE DUFRESNE  
J.Dufresne@lesoleil.com

QUÉBEC — Les organismes communautaires connaissent depuis plusieurs années le phénomène de l'insécurité alimentaire. Ils savent surtout qu'il est une conséquence directe de l'appauvrissement de la population et du manque de mesures sociales efficaces pour lutter contre la pauvreté.

Enquête de Statistique Canada, révélant que trois millions de Canadiens se nourrissent mal par manque d'argent, n'étonne absolument pas Vivian Labrie du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. « Ça correspond aux réalités observées sur le terrain. Ça ne fait que mettre des chiffres sur la réalité », indique celle qui travaille depuis plus de 10 ans dans les quartiers centraux de Québec. « J'espère que ces résultats vont provoquer les réactions adéquates. »

Selon elle, il faudrait dès maintenant s'attaquer à la source même de l'insécurité alimentaire, ainsi que de la crise du logement social : la pauvreté. « [L'insécurité alimentaire] met en évidence l'importance d'aborder le problème globalement. La pauvreté est un phénomène à plusieurs dimensions : si on n'a pas d'argent pour bien manger, c'est la santé qui en souffre, et la recherche d'emploi devient plus difficile. Alors comment on fait pour payer le loyer? » illustre M<sup>me</sup> Labrie.

Aussi, croit-elle, la solution à court terme réside dans l'augmentation des bases de revenus, que ce soit en agissant sur le salaire minimum ou en établissant un barème plancher. Une initiative qu'appuierait aussi Jean-Yves Desgagné, co-

ordonnateur au Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ).

« Souvent on a tendance à morceler l'analyse, sans voir le fond du problème. On s'attaque (sic) aux pauvres plutôt qu'aux causes de la pauvreté. C'est sur le niveau de revenus qu'il faut agir », estime-t-il, ajoutant que l'enquête de Statistique Canada n'est qu'un argument supplémentaire pour que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour la lutte contre la pauvreté.

La dg du Club des petits déjeuners, Judith Barry, endosse aussi ces points de vue, mais elle considère qu'il est primordial de maintenir en place les organismes qui s'intéressent déjà à la cause. « Au Québec, la pauvreté infantile a augmenté de beaucoup au cours des dernières années [...] Il y a quelque chose en général qui va croche. Il faut étudier le pourquoi, tout en soutenant ce qui se fait présentement. »

En fait, tous s'entendent pour dire que pour trouver une piste de solution vraiment efficace, le gouvernement se doit d'inviter à sa table les organismes communautaires. « Nous sommes les premiers sur le terrain, nous avons des propositions. Nous devons participer à la mise en place des mesures », insiste Vivian Labrie.

Bernard Landry annonçait en juin qu'une stratégie pour la lutte à la pauvreté sera déposée en 2002, ne précisant toutefois que quelques mesures concrètes. Parmi elles, un fonds de soutien alimentaire pour les élèves dans les écoles les plus défavorisées et un peu plus d'une dizaine de millions pour la mise en place de cuisines collectives.

## BANQUES DE NOURRITURE

Le lait manque  
Pas de système de distribution gratuite malgré les engagements des producteurs

MONTREAL (PC) — Les banques alimentaires qui approvisionnent les organismes de charité sont la plupart du temps à court d'aliments protéiniques et plus particulièrement de lait, même si le Québec en est le plus grand producteur au Canada.

La directrice de Moisson Montréal, Marcèle Lamarche, déplore que les producteurs de lait québécois, malgré certains engagements, n'aient pas été en mesure de mettre sur pied un système de distribution gratuite de lait aux banques alimentaires.

« En Ontario, note-t-elle, les producteurs laitiers, par leurs associations, se sont engagés à donner l'équivalent d'une heure de production par mois de lait de consommation qui sort des usines de transformation. »

En fait, ce système exige la collaboration des producteurs, des transporteurs et des usines de transformation du lait cru. Selon Ainsley Morris, porte-parole de l'Association canadienne

des banques alimentaires, le système fonctionne très bien depuis quelques années et le lait est distribué aux familles avec enfants dans le besoin.

À la Fédération des producteurs de lait du Québec, Jean Vigneault soutient que les producteurs ont adopté, il y a deux ans, une résolution qui va dans le même sens que celle des producteurs ontariens. Toutefois, selon lui, les deux grands joueurs de la transformation du lait, Parmalat et Natrel, n'ont pas donné suite à cette décision en assumant notamment les frais reliés à l'emballage du produit et à son transport.

Malgré tout, la Fédération des producteurs de lait affirme faire un don de 20 000 litres de lait aux banques alimentaires à tous les ans, durant la période de Noël. De plus, grâce à la Fondation O.L.O. (pour œuf, lait et orange), une somme de 50 000 \$ est versée aux banques alimentaires pour l'achat de ces denrées en vue de leur distribution aux femmes enceintes démunies.

**Le Québec est pourtant le plus grand producteur**

## Les conservateurs veulent intégrer les dissidents de l'Alliance

MONTREMBLANT (PC) — Les conservateurs fédéraux inviteront les députés dissidents de l'Alliance canadienne à faire partie de leur caucus aux Communes, lorsque des représentants des deux partis se rencontreront, aujourd'hui, à Mont-Tremblant, a révélé hier un député conservateur.

Des députés, des sénateurs et des représentants du Parti conservateur auront l'occasion de discuter avec les membres du Caucus de la représentation démocratique, aujourd'hui et demain, de la possibilité de former une coalition parlementaire.

Le député conservateur Peter MacKay s'est cependant avancé plus loin, affirmant qu'il demanderait aux dissidents de se joindre au caucus de son parti.

« C'est un jeu compétitif, vous savez, et les chiffres sont importants », a déclaré M. MacKay à une station radiophonique de New Glasgow, en Nouvelle-Écosse. Les conservateurs sont le cinquième parti en importance aux Communes, avec 12 membres.

« Nous voulons rejoindre l'ouest du Canada, l'Ontario et le Québec et, pour ce faire, nous voulons recruter des députés pouvant actuellement siéger au sein d'autres caucuses qui seraient à l'aise avec l'idée de travailler avec nous », a déclaré M. MacKay. Nous espérons que cette rencontre de Mont-Tremblant permettra d'obtenir un caucus conservateur très efficace en septembre. »

Des sources proches du Caucus de la représentation démocratique et du Parti conservateur indiquent que les groupes examineront la possibilité de se partager la période des questions et des ressources parlementaires, et de s'asseoir côte à côte à la Chambre des communes.

## DÉCHIREMENTS

Prévue à l'origine pour discuter d'un éventuel rapprochement entre conservateurs et alliés, la rencontre de Mont-Tremblant relance de plus belle les déchirements au sein de l'Alliance. Et bien que les questions du Québec et du bilinguisme ne soient pas inscrites à l'ordre du jour de la réunion, les sujets sont, depuis une semaine, ramenés sur le tapis.

Après la sortie de la présidente de l'aile Québec des jeunes conservateurs exigeant d'inscrire l'unité nationale et la politique de bilinguisme à l'ordre du jour de la rencontre, c'était au tour, hier, de cinq candidats québécois de l'Alliance, battus aux dernières élections, de lancer une invitation à Joe Clark, chef du Parti conservateur.

Dans une lettre publiée dans *Le Devoir*, François Desrochers, Clément Lévesque, Éric Marchand, Rosanne Raymond et Guylaine Saint-Georges demandent à M. Clark de ne pas participer à des discussions avec « les dissidents anti-Québec », qu'ils identifient comme « le gang à Preston Manning ».

Selon le député conservateur de Richmond-Arthabaska, André Bachand, ce sont des tentatives de discrédit de la part du clan de Stockwell Day, qui sera absent de la rencontre, le chef lui-même n'ayant pas été invité à participer aux discussions.

L'ex-chef réformiste, Preston Manning a publiquement donné son aval aux efforts du groupe de dissidents.

SEARS

PRIX ET OFFRE 'ÉPARGNEZ 10% DE PLUS' EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 26 AOÛT 2001

À l'achat de tout meuble assorti de la collection 'Rancho', le lit à tiroirs et à chevet-bibliothèque est à

**MOITIÉ PRIX**

388 \$ avec achat  
Lit à tiroirs et chevet-bibliothèque 'Rancho'

Rég. Sears 799,98

Comprend panneaux de chevet et de pied, tiroirs et caisse. Meubles assortis aussi en solde



## MOITIÉ PRIX

Nos plus bas prix de l'année!  
758-1848 \$ l'ensemble

Ensembles matelas-sommier Sears-0-Pedic<sup>®</sup>  
'Optimum': 3 modèles offerts en 3 styles

À matelas avec ou sans plateau-coussin ou n'ayant pas besoin d'être retourné. 1 place-TG 2 places.  
Rég. Sears 1599,98-3899,99.

Les prix varient suivant le style et le format



## RABAIS 401\$

Notre plus bas prix de la saison!

948 \$

Canapé Tout pour la maison<sup>®</sup> 'Reflets culturels'

Rég. Sears 1349,99

Meubles assortis et options sur commande aussi en solde

tout pour La maison.



De plus,  
**épargnez  
10% de plus**  
sur tous les ensembles matelas-sommier

NP0830201

Il y a des magasins  
Sears près  
de chez vous

Tous les magasins ne vendent pas de meubles. Pour plus de détails, voyez la liste ci-dessous.

Alma - ensembles matelas-sommier  
Carrefour Alma (418) 562-2222

Chicoutimi - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Place du Saguenay (418) 549-8240

Deux-Montagnes -  
ensembles matelas-sommier  
Promenades Deux-Montagnes (450) 491-5000

Drummondville - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Les Promenades de Drummondville (819) 478-1381

Hull - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Les Galeries de Hull (819) 770-6300

Lévis - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Les Galeries Chagnon (418) 833-4711

Québec - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Place Fleur de Lys (418) 529-9861  
Place Laurier (418) 658-2121  
Magasin de meubles et d'électroménagers de Québec  
Boulevard de la Capitale et autoroute 40  
(418) 260-9084

Sherbrooke - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Magasin de meubles et d'électroménagers de Sherbrooke  
Autoroute 410 et boulevard de Portland  
(819) 564-3010

Trois-Rivières - meubles et  
ensembles matelas-sommier  
Magasin de meubles et d'électroménagers de Trois-Rivières  
Autoroute 40 et boulevard des Recollets  
(819) 379-0992

Victoriaville - ensembles matelas-sommier  
Le Grande Place des Bois Francs (819) 357-4000

Ensembles  
matelas-sommier de Sears:  
record de ventes  
au Canada

D'après des sondages indépendants dans  
tout le pays, en vigueur au moment  
de la préparation de la publicité

Le choix de meubles varie suivant le magasin.  
Renseignez-vous à votre magasin Sears.

Copyright 2001, Sears Canada Inc.